L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

Jours de publication—Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 21 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT:

RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1er. district.....O. H. LAUCHE.
2ds. district.....SCOTT.
3me. district.....MANDRY.
4me. district.....A MOUTON
5me. district.....P. E. BOSSIER.

Le docteur Léger, accusé du crime de bigamie, comme nous avons eu précédemment l'occasion de le faire remarquer, vient d'être élargi sous un cautionnement de cinq mille piastres. Il devra comparaître à la prochaine session de la Cour Criminelle pour répondre à l'accusation portée contre lui.

Les marguilliers de l'église de St. Louis ont, dans leur séance de Lundi dernier, nommé M. Joseph Guillot fils, leur trésorier, en remplacement de M. Félix Labatut, démissionnaire, et Mr. W. F. C. Duplessis, président, à la place de M. Guillot. M. Frédéric Buisson fut également élu vice président de cette corporation. C'est un plaisir pour nous que d'annoncer que ces messieurs ont adopté à cette même séance quelques résolutions d'une nature bien intéressante pour le public. L'une d'entr'elles a pour but de faire entourer l'ancien cimetière d'un grillage en fer, et une autre pour faire abattre la cathédrale et en reconstruire une seconde, ou pour faire réparer celle qui existe. L'opinion la plus générale est que les marguilliers pencheront en faveur de la première mesure.

Dans notre dernier numéro, nous avons annoncé que M. Randolph, le même individu qui avait insulté le président Jackson, venait d'être nommé commandant de la goëlette texienne "La Terrible". D'après la communication suivante que nous venons de recevoir il paraîtrait que nous avons été mal informé; que le commandant de ladite goëlette, bien qu'il s'appelle Randolph est un tout autre individu que celui que nous avons annoncé. Voici la communication :

Monsieur l'Editeur,

"Dans votre feuille du 19 courant, vous avez dit que le lieutenant commandant de la goëlette de guerre texienne *la Terrible* est celui qui outragea le président à bord d'un bateau à vapeur dans un voyage qu'il faisait à Fredericksburg (Virginie.) Vous avez été mal informé car le lieutenant en question n'est pas Mr. Robert B. Randolph mais bien Alexandre A. Randolph. Celui-ci se trouvait à Key West lorsque l'insulte contre la personne de Jackson eut lieu.

UN OFFICIER TEXIEN.

CHOLERA A CHARLESTON.

Du 8 au 9 il y a eu dix nouveaux cas de choléra, dont 3 sur la population blanche et 7 sur celle de couleur.—Résultat—2 décès. Sur le nombre des cas précédens il y a eu trois autres décès : Marche de la maladie, depuis son principe, 145 cas; total des décès 50—proportion entre les blancs et les noirs, 32 contre 118.

Notre Commerce avec l'Ile de Cube—Tarif—No. 2.

Nos lecteurs se rappelleront assurément qu'il fut une époque où le commerce des Etats-Unis, faible encore à le comparer à ce qu'il est aujourd'hui, eut les meilleures chances possibles de trouver des débouchés immenses et avantageux, pour ses produits territoriaux, dans toutes les possessions anglaises des Antilles. Les motifs qui firent agir le gouvernement britannique, lorsqu'il jugea convenable de nous favoriser ainsi, soit qu'ils eussent pour but d'améliorer le sort des habitans des colonies, ou bien, qu'ils fussent calculés de manière à donner un plus grand développement au commerce anglais en Amérique, doivaient sans doute avoir pour résultat d'ouvrir un cercle très étendu à nos opérations mercantiles. Mais, pour des causes qu'il nous a été impossible d'approfondir, les propositions du cabinet de St. James ne furent pas acceptées, ou du moins, les Américains ne comprirent pas au juste les avantages qu'on leur fesait. Notre commerce avec les Antilles fut languissant : il se maintint pendant des années entières dans un état d'inertie presqu'absolu ; et lorsque l'Angleterre apprit que nous nous montrions si peu disposés à profiter des prérogatives qu'elle nous accordait, elle devint plus avare de ses faveurs. On la vit décréter l'équivalent d'une fermeture générale de ses ports coloniaux ; et pour toujours il nous fallut renoncer à l'idée de conserver un débouché qui devait donner un essor extraordinaire à l'industrie américaine, augmenter les ressources nationales, enrichir notre agriculture et faire la fortune de tous nos négocians.

Les Etats-Unis comprirent bientôt toute l'étendue de la perte qu'ils venaient d'éprouver. Alors on mit sur le tapis la question des négociations : des ouvertures furent faites par l'entremise de Martin Van Buren, nommé à cet effet ambassadeur et ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement anglais. Mais les ressorts que l'on fit jouer pour amener le retour de l'ancien ordre des choses, furent sans effet. La Grande Bretagne persista dans ce qu'elle avait auparavant décrété, et nous nous vîmes enlever ainsi un de nos plus beaux comptoirs, après ceux de Liverpool, du Havre, et de quelques autres villes de l'Europe.

Cette circonstance est attribuable à ce qu'à cette époque le gouvernement des Etats-Unis mettait tous ses soins à favoriser, avant tout, notre commerce d'importations. Les productions de notre sol étant peu considérables, on négligea de former des traités avantageux pour la branche des exportations. Nos plus grands hommes d'état n'avaient pas deviné l'avenir de leur pays ; et quand l'expérience vint apprendre qu'il était donné à l'Amérique du Nord de verser ses riches productions sur toute la surface du globe, il ne restait plus qu'une chose à faire pour réparer la perte que nous avait fait encourir notre ignorance première : c'était d'ouvrir autant de nouveaux débouchés à nos denrées, et de former autant de traités d'alliance commerciale avec les contrées voisines que le demandaient l'industrie et l'activité de nos citoyens et la fécondité de notre territoire.

Tous les ports de l'Amérique méridionale, le Mexique, depuis l'isthme de Panama jusqu'aux limites du Rio del Norte, et plus tard, jusqu'aux bords de la Sabine, devinrent autant de marchés pour l'exportation de nos denrées. L'île de Cube vint réclamer une large part de notre commerce, et soit par l'effet de son voisinage immédiate ou bien des besoins indispensables de ses habitans, qu'il n'était donné qu'à nous de satisfaire, cette île devint, pour les Etats de l'Ouest, une des places les plus importantes du monde.

Dans notre numéro de Lundi dernier, nous avons eu l'occasion de démontrer combien il était urgent pour nous d'adopter quelques mesures efficaces pour donner, s'il était possible de le faire, une plus grande activité nos relations commerciales avec cette colonie. Nous avons fait voir la nécessité de rendre nos communications plus faciles : et à ce sujet nous avons eu l'occasion de dire qu'en établissant des lignes de paquebots à vapeur entre ce port et ceux de la Havane et Matanzas, nous parviendrions à ne plus rien avoir à craindre de la part des villes rivales du Nord, telles que Boston, New York, Baltimore, Alexandrie, Richmond, Norfolk et Charleston. La première expérience qui va être faite par la compagnie récemment organisée pour établir un bateau à vapeur, prouvera, nous en sommes persuadé, combien ce moyen de communiquer avec l'Ile de Cube sera avantageux à la Nouvelle Orléans. Mais maintenant nous allons entrer la question plus en grand : et soit qu'il doive toujours exister une concurrence avec les autres nations, ou non, il est un point sur lequel doit se porter exclusivement l'attention de tout bon Américain, c'est le moyen qui désire le plus propre et le plus convenable en général.

Pour nous avoir que quelque notre connaissance avec Cube soit aussi vaste que possible, encore est-il qu'il y ait des choses aussi profitables à nos exportations qu'elles le sont à notre droit de l'attendre. Quiconque aura suivi le mouvement du marché de la Havane et des autres places importantes de l'Ile, en sera convaincu par exemple, que le prix qu'obtiennent très fréquemment nos farines, notre sain-doux, notre beurre et notre pain, avec tout bien au dessous de la valeur intrinsèque que ces articles, et n'offrent par conséquent qu'une perte énorme soit aux agriculteurs qui expédient à leurs risques et périls, soit aux négocians qui achètent pour leur propre compte.

Quelle est la cause de cette baisse [illegible] veur qu'éprouvent nos produits sur les marchés de la Colonie de Cube ? Quels moyens faudrait-il employer pour parvenir à établir un [illegible] plus équitable que tout le monde y trouve [illegible] tant les habitants et le gouvernement [illegible] les exporteurs de la Nouvelle-Orléans, [illegible] agriculteurs des Etats de l'Ouest qui sont aussi intéressés dans la question que les autres ? Voilà ce qu'il faudrait chercher à résoudre ; et le premier objet sur lequel semble tout naturellement la pensée est le tarif.

Le tarif ! à ce seul mot nous sommes presque tenté d'abandonner le travail que nous avons commencé. Il contient en effet cinquante noms, témérairement abordés, une question contre laquelle les hommes d'état les plus habiles, les publicistes les plus profonds, les législateurs les plus judicieux ont vu leurs talens et leurs talens récemment venir faire naufrage ! Que pourrions-nous donc dire à l'égard du tarif ! Trions nous, dans le but d'obtenir quelques améliorations dans les prix de nos denrées sur les marchés espagnols, réclamer en faveur des articles qui nous arrivent de ces endroits une réduction dans les droits d'importation en nos ports ? Prêcherions-nous du contraire à titre de représailles, si notre commerce ne peut pas être mis sur un pied aussi favorable qu'il nous est donné de l'attendre, une surtaxe sur les produits coloniaux ? Recommanderions-nous enfin comme terme moyen entre ces deux extrêmes, et dans le cas où il ne conviendrait nullement de toucher au tarif actuel, d'entamer la chapitre des négociations, et de laisser entrevoir au gouvernement d'Espagne qu'en nous assujettissant à un impôt trop arbitraire c'est à la fois tenir le commerce dans un état languissant, faire éprouver des pertes considérables aux exporteurs et mettre ses colons dans l'impossibilité de se procurer une existence aisée et peu dispendieuse ? Aucuns de ces trois moyens réussiraient-ils à amener le résultat que nous désirons ? C'est ce que nous ignorons complettement.

Une nouvelle réduction dans notre tarif, particulièrement pour les denrées que nous recevons des colonies espagnoles, serait peut-être une de ces mesures qui auraient le double désavantage d'appauvrir notre trésor national et d'entraîner à des pertes immenses ceux des agriculteurs de la Louisiane qui sont en compétition avec les habitans de ces colonies. D'ailleurs, quelle pourrait être l'étendue et la limite de cette réduction, et qui nous assurerait qu'après l'avoir établie nous obtiendrions à notre entière diminution dans les impôts qui frappent nos produits ? Quelle réduction enfin pourrait-on équitablement faire en faveur de l'Ile de Cube ?

En jetant un coup d'œil sur notre tarif de l'année actuelle nous voyons que les cafés, qui, en 1828, payaient un cent de droit sont maintenant libres de toute espèce d'impositions. Les sucres ont éprouvé une réduction plus forte qu'on n'osait l'espérer ; les jaunes c'est à dire tous ceux connus sous la dénomination de *Muscovadoes*, de trois *cents* qu'ils payaient en 1828, n'en paient plus que 2 1/2 et les blancs, de 4 *cents* ont été réduits à 3 1/2. Des mélasses sont toujours quotées à 5 cents par gallon, mais d'après les dispositions d'un acte du congrès approuvé le 29 mai 1830, une remise ou drawback de quatre *cents* doit être faite pour chaque gallon d'esprits extraits des melasses étrangères. Les cigarres ne supportent qu'un impôt de deux piastres et demi par millier, encore est il qu'avec la permission accordée à chaque passager de passer libre de droits une caisse qui lui est allouée pour sa consommation, il est facile de sauver annuellement une somme qui ne peut être moindre de quinze à vingt mille piastres. Voilà tout ce que la prudence la mieux entendue a pu faire pour favoriser l'importation des denrées coloniales aux Etats-Unis; et à ce sujet on se rappellera sans doute de l'espèce de révolution que la réduction des droits sur les sucres étrangers à la Louisiane, y a occasionnée il y a sept à huit ans. —La gêne qui est résulté de cette mesure s'est fait longtems sentir parmi nos habitans sucriers ; et jusqu'à présent même, il s'en trouve beaucoup qui n'ont pas pu se relever des revers que leur a fait éprouver la baisse soudaine de cette denrée.

En échange d'une pareille libéralité de notre gouvernement, nous avons vu l'Espagne maintenir son tarif et pousser l'arbitraire qui semble y régner jusqu'au point de frapper d'une sorte de proscription la plupart des produits que nous exportions pour ses colonies. Ainsi notre farine, l'article le plus important de notre commerce avec les Antilles, est quotée à neuf piastres et cinq escalins de droits Cette contribution exorbitante donne lieu à des pertes énormes pour nos exporteurs ; car pour que cette denrée puisse aller au pair avec le prix courant de notre place, c'est à-dire, ne donner aucun bénéfice quelconque, une fois arrivée sur les marchés des colonies, il faut qu'elle y produise seize à dix huit piastres, et l'on ne sait que trop que pour quelques mois où elle obtient ce taux le reste de l'année la voit à peine acquérir une valeur moyenne de quinze piastres.

Quel moyen employer pour placer notre commerce avec les colonies espagnoles, surtout avec l'île de Cube, sur des bases justes et équitables? L'Espagne veut une nouvelle rédaction dans le tarif des sucres. Elle ne tient aucun compte de ce que notre gouvernement a fait pour elle relativement à ses cafés : le sucre est en apparence l'objet de sa plus ardente sollicitude, et tant qu'elle n'obtiendra pas ce qu'elle désire, nous ne devons rien attendre de sa libéralité. L'alternative dans laquelle se trouve le Congrès est d'autant plus embarrassante qu'il est de son devoir de de favoriser autant que possible le commerce américain et l'industrie des fermiers de l'Ouest ou du Nord, mais il ne peut le faire au détriment des planteurs de sucre de la Louisiane. Les seuls expédiens qu'il resterait à mettre en usage seraient donc une rupture commerciale avec l'Espagne, (ce qui donnerait peut-être lieu à une autre rupture entre les colonies et la mère patrie), ou bien quelque ouverture de cabinet à cabinet pour modifier le tarif actuel en tant cependant que cela n'aura trait qu'aux autres produits des îles, à l'exception du sucre.

Nous examinerons ces deux dernières questions dans un prochain numéro.

(Communiqué.)

Quand on pense aux améliorations immenses qui se font sur tous les points de la ville de la Nouvelle-Orléans et qu'on considère le résultat satisfaisant de ces améliorations, on est porté à penser que toutes les ressources dont se sont servis les hommes habiles et entreprenans sont épuisées et qu'alors doit s'arrêter la marche rapide de la prospérité de la Nouvelle Orléans. En effet, cette pensée doit frapper tous les hommes qui ne se laissent pas choir dans le torrent des illusions ; car quelle ville au monde a jamais offert un spectacle aussi fécond en métamorphoses que la ville de la Nouvelle-Orléans ? aucun : comparaisons toutes les histoires anciennes et modernes et vous verrez que le tems seul a accompli dans toutes les villes du monde, ce que quelques hommes seulement doués d'un génie vaste et entreprenant, viennent d'opérer dans une ville qui ne figurait même pas il y a trente ans, sur toutes les cartes géographiques. Cependant, ces hommes appelés à accomplir la destinée de cette gigantesque capitale, n'ont pas encore rempli toute leur tâche ; il leur reste encore des lauriers à cueillir sur le chemin glorieux qu'ils ont parcouru. Espérons qu'ils entendront la voix d'un homme qui désire du plus profond de son cœur la prospérité de la Nouvelle Orléans et qui ose faire connaître ici son humble opinion !

De tous les quartiers de la ville de la Nouvelle-Orléans celui qui offre le plus de garantie aux améliorations qu'on y voudrait faire, est sans contredit le bayou St. Jean. La nature en a tracé semble lui avoir dit, tu seras la limite de la ville de la Nouvelle-Orléans et cette opinion est tellement fondée que la plus grande partie des terres qui l'environnent sont élevées et lui promettent le progrès qu'il mérite et qu'il n'a pu encore obtenir. Il serait bien facile cependant de le réveiller de cette longue léthargie et de le rendre un des quartiers les plus florissans de notre belle cité ; la compagnie de navigation seule est appelée à faire cette admirable métamorphose et à assurer à ce petit bourg oublié la prospérité qu'il était dans un autre tems appelé à jouir.

Aujourd'hui grâces à la vapeur et aux chemins à coulisses les communications sont devenues tellement rapides que le trajet de la Levée au Bayou St. Jean ne saurait être que de dix ou quinze minutes ; avec cet immense avantage j'oserai dire que la compagnie de navigation [illegible] augmenterait considérablement en abandonnant son bassin et son canal qui lui coutent des frais énormes et en établissant son port au bayou St. Jean [illegible], il serait situé sur un point qui demande moins d'améliorations et qui occasionnerait nécessairement moins de dépenses à la compagnie ; il faciliterait la navigation en ce que les goëlettes n'auraient qu'un très petit espace à parcourir pour arriver au port. La compagnie aurait le privilège de faire construire deux rail roads, dont l'un parcourrait la ligne de la rue de l'Esplanade au bayou au fond, et l'autre le long de leur ancien canal. Qui pourrait douter de succès avec de pareils avantages ? Ces nouveaux cent mille piastres que cette compagnie va demander à la Ire. municipalité, serviraient amplement à l'exécution de ce projet, et elle aurait de plus la certitude d'être aidée de cette municipalité, car de cette opération dépend sa prospérité immédiate. Si on ouvrait-elle compagnie persistait à [illegible] son ancien système, elle abâtardirait l'emprunt qu'elle vient de faire et n'abâtardirait pas à coup sûr le but qu'elle se propose ; il est évident que son bassin est trop éloigné de la mer et entravé en grand [illegible] ces navires [illegible] quand dans la promptitude des voyages. En effet, les embarcations qui viennent dans le port apportent un gare de denrée dont les propriétaires sont choqués [illegible] arrivés et dont la consommation est indispensable dans cette ville, ils vont donc de préférence dans la portion du canal qui arrivera le plus tôt. Si le port de la compagnie du Rail Road offrait la même sûreté que ceux de l'intérieur, l'on ne verrait pas une seule goëlette se faire haler pendant un jour entier pour arriver au lieu de sa destination.

Ces réflexions que je soumets à l'examen des directeurs de la compagnie de Navigation et aux membres de la Ire. Municipalité seront appréciées je pense, car il est essentiellement de leur intérêt de faire tous leurs efforts pour assurer la réussite d'un projet qui abattrait leur prospérité. Je désire qu'une plume plus habile entreprenne le développement du plan que je viens d'esquisser et qu'elle [illegible] d'une manière plus positive aux hommes appelés à exécuter l'importance que mes peu de mots peuvent à peine la donner.

PRINCIPALES DATES.

New York.....	[illegible] sept	Washington..	2 sept
Philadelphie, ...	3 sept	Baltimore, ...	2 sept.
Charleston, ...	[illegible] sept.	Boston, ...	31 août.
Paris, ...	[illegible]	Havre, ...	34 juillet
Liverpool, ...	[illegible]	Hambourg	34 —
Bordeaux	[illegible]	Hâvre	7 sept.
Mexico, ...	[illegible] août	Vera-Cruz	27 août

BOEUF—Mess 2 pièces à vendre, rue Royale No. 25, par [illegible] 15 sept J. REED & Co.

Variétés.

LYON.—Le Cordonnier séducteur.—Vengeance d'un Mari.—Un journal de Lyon raconte ce qui suit : Un cordonnier de la rue [illegible] était épris des charmes de la femme d'un peintre en bâtimens, son ami, qui habite la place des [illegible]. Après un demi-mois de déclarations d'amour à la jeune femme, celle-ci, courroucée de la persévérance du cordonnier, dit la semaine dernière à son mari: "Ah ça, tu crois qu'un tel est ton ami; depuis un mois environ il me fait la cour la plus assidue, tous les jours il m'apporte des fleurs, des bouquets, il me suit partout, et quand il me trouve seul ce sont des propos d'amour à n'en plus finir."

"Bah ! dit le peintre en bâtimens—O mon Dieu ! oui, tous mes efforts pour m'en débarrasser ont été inutile.—Je suis plus étonné, répondit le mari, de ce que vous ne fassiez pas votre affaire vous-même ; femme, il faut nous entendre et le prince [illegible] de la vaux bien, répondit-elle. Les deux époux s'entretinrent sur la punition à infliger au déloyal ami.

Le soir, le galant se présenta plus beau et plus radieux que jamais; il offrit un énorme bouquet de roses, en l'accompagnant d'une comparaison que les femmes accueillent toujours avec un nouveau plaisir. "Mon mari est absent, dit la jeune femme, il est allé à St. G.. pour se faire payer d'un débiteur qui lui doit 200 fr.— Alors, belle dame, je suis à vous pour toute la soirée ! Une heure, deux heures s'écoulèrent dans le plus doux tête-à-tête. Le nouveau Don Juan pressait vivement la jeune beauté de se rendre à ses désirs, il employait tour à tour la force et l'éloquence. Celle-ci résistait avec un imperturbable sang-froid.

Tout à coup elle lui dit, avec une froide ironie: "Mon cher, dans votre profession, vous vous empreignez d'un odeur de cuir horriblement insupportable. Tenez, prenez un bain dans cette cuve, après je ne dirait peut-être pas non ! La physionomie du cordonnier devint étonnée et craintive. Il regarda la jeune femme, puis la cuve dans le bain. Il y était gravement plongé depuis quelque instans, quand épais visage se montrait rougeâtre à travers l'eau, on frappa vivement à la porte ; la femme se dressa de toute sa hauteur en s'écriant : "C'est mon mari ! A ces paroles, le cœur faillit au cordonnier, ses dents claquèrent, il prit peur. C'est que le peintre en bâtimens ne plaisantait pas. "Mon Dieux ! sauvez-vous !"—Où ? dit le cordonnier.—Dans cette armoire." Il s'y blottit.

Le mari entra. "Maudit voyage ! s'écria-t-il, en jetant avec fureur son fouet, ses éperons, son manteau et son casquette sur le plancher, je n'ai pas frappé sont assez pour acquitter mon billet de 300 francs.— Seigneur de voyage ! de meurtre de faim et de soif.— Tiens, mon ami, dit la femme d'une voix douce, voici du rôti froid et du vin." Le peintre en bâtiment saisit deux couteaux et prit un affreux plaisir à les faire rudement grincer l'un contre l'autre. Le cordonnier au, mouillé, blotti dans l'armoire, était plus mort que vif. —Allons, puisque la nécessité m'y force, dendin je ferai transporter cette armoire chez mon ami le cordonnier, il me faut mes 200 fr. pour payer mon billet.— Disant cela, il s'approcha de l'armoire et donna deux tours de clé à la serrure. Le cordonnier était brisé de froid et de saisissement. Le peintre soupa tranquillement, puis on alla se coucher.

Le lendemain, à six heures, quatre hommes s'emparèrent de l'armoire et la placèrent sur un brancard. Arrivés à la porte du cordonnier, le peintre en bâtimens fit descendre sa femme qui arriva en demandant des nouvelles de son mari. "J'ignore où il est, répondit le peintre, mais voici l'armoire qu'il m'a achetée 200 fr." On mit l'armoire debout, on en fit le tour, puis il mit la clé dans la serrure et l'ouvrit. En cet instant, on vit s'en échapper un homme tout rouge, les cheveux hérissés, qui se mit à crier comme une bête féroce en se jettant dans la boutique. A cette aspect, la femme effrayée cria au secours, ses garçons accoururent et se mirent à frapper le pauvre diable jusqu'à permettre à la 1re. municipalité, serviraient amplement à l'exécution de ce projet, et elle aurait de plus la certitude d'être aidée de cette municipalité, car de cette opération dépend sa prospérité immédiate. Si on ouvrait-elle compagnie persistait à [illegible] son ancien système, elle abâtardirait l'emprunt qu'elle vient de faire et n'abâtardirait pas à coup sûr le but qu'elle se propose ; il est évident que son bassin est trop éloigné de la mer et entravé en grand [illegible] ces navires [illegible] quand dans la promptitude des voyages. En effet, les embarcations qui viennent dans le port apportent un gare de denrée dont les propriétaires sont choqués [illegible] arrivés et dont la consommation est indispensable dans cette ville, ils vont donc de préférence dans la portion du canal qui arrivera le plus tôt. Si le port de la compagnie du Rail Road offrait la même sûreté que ceux de l'intérieur, l'on ne verrait pas une seule goëlette se faire haler pendant un jour entier pour arriver au lieu de sa destination.

Ces réflexions que je soumets à l'examen des directeurs de la compagnie de Navigation et aux membres de la Ire. Municipalité seront appréciées je pense, car il est essentiellement de leur intérêt de faire tous leurs efforts pour assurer la réussite d'un projet qui abattrait leur prospérité. Je désire qu'une plume plus habile entreprenne le développement du plan que je viens d'esquisser et qu'elle [illegible] d'une manière plus positive aux hommes appelés à exécuter l'importance que mes peu de mots peuvent à peine la donner.

Est décédée hier après midi, Madame veuve François Dreux. Les amis et connaissances de sa famille sont priés d'assister à son convoi qui aura lieu cet après midi à 4 heures et demie. Son corps est exposé rue du Quartier, entre Rempart et St. Claude.

MAIRIE DE LA NLLE. ORLEANS.

Conseil de la 1re. Municipalité—Séance du 12 août 1836.

1o. *Résolu*, Qu'à l'avenir, le syndic du bayou St Jean recevra les mêmes émoluments que ceux accordés aux commissaires de police, et que ses devoirs et ses pouvoirs seront les mêmes dans les limites de son district que ceux dévolus aux commissaires.

2o. *Résolu*, Que le dit syndic sera l'inspection du pont sur le bayou St. Jean et le contrôle exercé sur les personnes employées au service dudit pont.

3o. *Il est de plus résolu* Que le personnel de la garde stationnée au bayou St. Jean sera porté à huit hommes et un caporal.

4o. *Il est de plus résolu*, Que le salaire du capitaine de la garde-de-ville soit fixé à cent-cinquante piastres par mois, et celui de Mr. Leinés, chef des charpentiers employées au service de la ville, à la somme de cent piastres par mois.

(Signé) PAUL BERTUS, Recorder.
Approuvé le 19 août, 1836.
(Signé) D. PRIEUR, Maire.
Pour copie conforme,
THEARD Jr., Secrét.

Séance du 26 août 1836.

ORDONNANCE

Portant création d'une Caisse d'Amortissement.

Le Conseil de la Première Municipalité arrête ce qui suit :

Article 1er. Il sera établi immédiatement une Caisse d'Amortissement pour éteindre les dettes que la première Municipalité pourra contracter, sous le nom de Caisse d'Amortissement.

Art. 2. Cette Caisse d'Amortissement sera tenue par le contrôleur de la 1re. Municipalité.

Art. 3. Le comité de finances, le maire et le recorder auront la surveillance de la dite Caisse, sous le nom de commissaires de la Caisse d'Amortissement ; une majorité d'entre eux formera un quorum, qui pourra faire toutes les affaires de la dite Caisse.

Art. 4. Cette caisse sera fondé par le versement que le trésorier de la première municipalité fera entre les mains du contrôleur : 1o. Des billets provenant de la vente des propriétés appartenant à la 1ère. municipalité au 1er. Mai dernier. 2o Des billets provenant de la vente des propriétés acquises par la 1ère. municipalité depuis le premier Mai dernier, déduction faite du prix d'achat.

Art. 5. Les commissaires de la caisse d'amortissement placeront les fonds provenant de ces versemens, en escomptant des billets de la 1ère. municipalité ou des particuliers y résidant, à un taux qui ne sera pas moindre de neuf pour cent par an, quelque soit le temps que ces billets auront à courir.

Art. 6. Cette caisse d'amortissement sera autorisé à recevoir des fonds des particuliers en leur bonifiant un intérêt de cinq pour cent par an, pour une somme qui sera déposée dans la dite caisse, pour tout espace de temps, qui ne sera pas moindre de six mois.

Art. 7. Le comité de finances est autorisé à faire annoncer dans deux gazettes qui se publient à la Nlle. Orléans, en français et en anglais, que la dite caisse d'amortissement est prête à recevoir les dépôts qui pourront y être faits.

(Signé) PAUL BERTUS, Recorder.
Approuvé le 30 août 1836.
(Signé) D. PRIEUR, maire.
Pour copie conforme,
THEARD Jnr. Secrétaire.

Résolu, Que le voyer soit requis de faire réparer immédiatement la bordure en pierres plates sur les deux côtés de la Cathédrale.

Résolu, Que les commissaires de police, et notamment les officiers en uniforme de la garde-de-ville sont requis, sous peine de destitution, de veiller à ce que les ordonnances concernant la police générale et celles concernant la salubrité publique, soient strictement observées dans les rues sur les deux côtés de l'église ; et le capitaine de la garde-de-ville devra, quand il le jugera nécessaire, pour la plus fidèle exécution des dites ordonnances, placer des factionnaires dans les dites rues.

Il est de plus résolu, Que le capitaine et le lieutenant de la garde-de-ville devront alternativement, chaque nuit, garder un cheval tout sellé pendant la durée de la nuit, auprès du porte de l'Hôtel de Ville.

(Signé) PAUL BERTUS, Recorder.
Approuvé le 30 août 1836.
(Signé,) D. PRIEUR, maire.
Pour copie conforme,
THEARD. Jnr. secrétaire.

Résolu, Qu'à dater du quinze septembre prochain les tombereaux, dreys, ou toutes autres espèces de voitures employées pour transporter les morts des différents hôpitaux de cette ville au cimetière du bayou St. Jean, devront être fermées de manière à ne pas être exposées à la vue du public ; en conséquence toute personne y contrevenant sera condamnée à une amende de cinquante piastres pour la première fois, et de cent piastres pour chaque contravention subséquente.

(Signé) PAUL BERTUS, Recorder.
Approuvé le 30 août 1836.
(Signé) D. PRIEUR, maire.
Pour copie conforme,
THEARD, Jnr. secrétaire.

Séance des Marguilliers du 19 sept. 1836.

Résolu que le marguillier est invité à annoncer dans l'Abeille que M. W. F. C. Duplessis a été élu président, en remplacement de M. J. Guillot fils démissionnaire, et M. Fréd. Buisson a été élu vice-président, M. J. Guillot fils, trésorier de la fabrique, en remplacement de M. Félix Labatut, démissionnaire.

Par ordre du président.
21 sept CHS. BOLOT, secrétaire.

A LOUER—Un très grand lot de terre, avec maison à domicile et écuries y appartenant, dans le centre de la ville, très bien situé pour une écurie publique ou pour des charretiers. S'adresser à [illegible] ISAAC T PRESTON.
21 sept—87

PAPIERS peints pour tenture—Jolies nouveaux façons papiers peints dans toutes les qualités du plus beau choix et du dernier goût, apportés de France par le navire *Mozart*, chez CHEVALIER, peintre et marchand de papiers, rue de Chartres, encoignure Jefferson, no 172.

Il continue toujours à se charger du collage et de la peinture des maisons, comme aussi des réparations locatives, telles que fenêtre, charpente, menuiserie, maçonne, etc. 21 sept—6

REÇU par les derniers arrivages et à vendre par le soussigné,
10 demi pipes eau de vie comme fine champagne, assez droit au drawback,
200 caisses eau fleur d'Orange, grand modèle,
200 do -yin vieux Tavel,
100 do champagne, 1ère. qualité,
100 do liqueurs superfines assorties,
50 do extrait d'absynthe,
et un grand assortiment de vins rouge et blanc, en barriques et en caisses.

Plus, ayant droit au drawback, drape de Saxe, indiennes françaises et suisses, chambergulle, mantilles, alépines, et bretelles en gomme élastique.
21 sept DEMIN BIGOURDAN.

REMEDE de Leroy, pilules purgatives du docteur Le Roy; le grand ouvrage du docteur Le Roy; Antigléireux du docteur Guillet; en débarquement du navire *Mozart*, à vendre au dépôt, chez
A. MICHOUD.
21 sept—15 encoignure Urseulines et Levée.

PORC—Mess M. O. F. O. à vendre par
5 sept PERKS & HALL.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 20 SEPTEMBRE.

COTON.

326 balles Mississipi,			18¾
30 do	do et Louisiane,		18¼
17 do	Lanlsiane,		19½
9 do	do		19¼

Prix Courant du Coton et des Produits.

20 Septembre

COTON..	Choix.....	00 19¼ à 00 19½
	Bon Ire. qualité.....	00 17¾ à 00 17¾
	Dito 3de. dito.....	00 16¼ à 00 16¾
	Moyen.....	00 14 à 00 15
	Ordinaire.....	00 12¾ à 00 13¾
SUCRE..	Mle.-Orléans.....	00 10¾ à 00 11¼
	Plane de Cube.....	00 12¾ à 00 13
	Brun,...dito.....	00 10¾ à 11 00
MELASSE		00 40 à 00 42
TABAC..	Ire qualité.....	00 5 à 00 6
	2de. qualité.....	00 4 à 00 5
	Croisé.....	00 3 à 00 4
	Cube.....	00 44 à 00 54
FARINE.		7 75 à 8 00
PORC..	Clair.....	24 00 à 00 00
	Mess.....	22 00 à 29 50
	Prime.....	18 00 à 18 50
	Plat-Côté.....	00 7¼ à 00 8
JAMBON	Fumé.....	00 12 à 00 14
	Côtés.....	00 10¼ à 00 12¼
	Epaules.....	00 7 à 00 8¼
	Plat-Côtés.....	00 9 à 00 10¼
BOEUF	Mess.....	13 00 à 14 00
	Prime.....	00 11¼ à 00 12
GRAISSE		00 13 à 00 16
BEURRE	—Du Nord.....	00 22 à 00 25
MAIS		00 78 à 00 80
WHISKEY		00 44 à 00 48
TOILE..	D'emballage.....	00 28 à 00 29
CORDE:	D'emballage.....	00 12 à 00 13½

CHARLESTON, 10 Septembre.

Coton—Le marché pour les Uplands a été durant toute la semaine dernière dans une stagnation complète. Il n'y a points de navires en charge pour les ports étrangers et pas de demandes pour les manufactures du nord. 57 balles Uplands forment toutes les transactions de la semaine dernière, parmi lesquelles 4 balles à 12 cents et 53 à 15. Nos cours sont nominaux; nous n'avons pas appris qu'il y eut eu aucune vente dans les longues soies.

Farine—Les arrivages de la semaine dernière ont été de 600 barils de la Virginie, dont 200 barils de nouvelle farine, et le reste de bled nouvellement battu.— Les ventes de cette dernière qualité se sont faites dans des prix équivalant à 9 50; quelques ventes de la fraîche à 9 10. Au prix on ne peut espérer que les acheteurs se présentent facilement ; les transactions ne se font que pour les besoins du moment.

Grains—Il n'y a pas eu d'arrivage en maïs, avoine, fèves ou foin. Nos cours qui sont les mêmes que ceux de la semaine dernière, peuvent être considérés comme nominaux.

Suifs—Les mauvaises ont langui ; à l'exception d'une vente de quelques boucauds pour le détail ; il n'y a pas eu de transactions; 55 caisses Havane blanc reçues cette semaine, ont été vendues à nos cours.

Mélasse—Environ 120 boucauds Cuba, reçus depuis notre dernier rapport, ont été vendus en deux lots à 77 boucauts à 34 cts. et le reste à un taux un peu plus élevé.

Esprits—Nous ne changeons pas nos derniers cours: les transactions ont été faibles. Un lot de whiskey s'est vendu à 43 cents.

Jamais—Pas d'arrivages—L'article obtient aux cours les plus élevés.

Graines—Les prix sont toujours les mêmes. 34 balles de l'Ouest ont été vendues à des prix qui n'ont pas transpirés.

BALTIMORE, 2 Septembre

Café—A l'encan, mercredi, 900 sacs Rio, ancienne et nouvelle récolte, ont été vendus à 11 1/2 à 12 1/2 cts. aussi, 73 sacs sucre blanc à 13 1/2. Les ventes à l'amiable sont très limitées; quelques centaines de sacs vendus au cours.

Coton—Point de ventes de Mobile de 18 à 20 cents.

Farine—Nous avons à noter une nouvelle hausse dans toutes les qualités de farine, qui a eu lieu depuis notre dernier rapport. Au commencement de la semaine, on a vendu des farines fraîches de Howard et en magasin de 8 50 à 8 75, mais elles ont bientôt après été portées à 9, auquel prix elles se maintiennent aujourd'hui. L'approvisionnement est faible, et les transactions sont en conséquence très limitées.

Maïs—Des ventes de maïs blanc, pour exportation, se sont faites au commencement de la semaine à 93 cents, et depuis lors quelques lots à 94. Nos cours sont, pour le blanc de 92 à 94. Il s'est vendu de jaune hier à 97; mais aujourd'